

Elections au Brésil

Le PSTU est la seule alternative ouvrière et socialiste

Au mois d'octobre prochain, il y aura des élections générales au Brésil. Le processus électoral aura lieu à un moment de tranquillité relative pour la bourgeoisie brésilienne et le gouvernement de Lula lui-même.

D'une part, la crise économique internationale, qui a provoqué en 2009 une chute du PIB de 0,2 % (mettant fin à une période de plusieurs années de croissance) paraît donner un répit au pays : le ministre des Finances, Guido Manteiga, a prévu une croissance de 5 à 6 % pour 2010. Bien que l'économie commence à montrer quelques symptômes de refroidissement et qu'on voit la menace d'une extension de la situation européenne difficile, ce qui est certain c'est que ce panorama prédomine maintenant et que le mot « crise » a disparu du discours des principaux candidats bourgeois.

D'autre part, les élections ont aussi lieu dans un cadre de tranquillité relative dans la lutte des classes, perturbée seulement par les conflits que suscitent les négociations salariales annuelles des différents secteurs de travailleurs.

Cette tranquillité relative se manifeste aussi dans le fait que Lula termine son second mandat avec un indice d'approbation proche de 80 %, le plus haut pour un président depuis que cet indice a commencé à être mesuré, il y a deux décennies.

Une fausse polarisation

De cette manière, la bourgeoisie brésilienne peut de nouveau « jouer sur deux tableaux » et imposer une fausse polarisation entre ses deux principaux candidats : pour le PT, Dilma Rouseff, et pour le PSDB, celui de l'opposition de droite, José Serra, ancien gouverneur de São Paulo.

Lors d'un premier débat télévisuel, assez ennuyeux, Dilma a montré que, contrairement à Lula, elle n'est pas une personne issue du mouvement de masse mais de l'appareil du PT, et elle s'est limitée à garantir la continuité de la politique de Lula ; tandis que l'autre candidat a évité les critiques frontales au gouvernement, se limitant à avancer des arguments du genre « nous le ferions mieux ».

L'information sur les apports financiers des entreprises aux campagnes montre que, de plus en plus, une majorité de la bourgeoisie commence à incliner pour Dilma, une tendance que commencent à montrer aussi les enquêtes d'intention de vote, dans lesquelles elle dépasse Serra de pas moins de 5 points.

La bourgeoisie brésilienne promet même une fausse alternative « de gauche » au gouvernement, à travers la candidature de Marina Silva (ancienne ministre de l'Environnement du gouvernement de Lula) pour le Parti Vert, favorisée par le refus d'Helôisa Helena (qui en 2006 a obtenu plus de 6 millions de voix comme candidate du Front de Gauche PSOL-PSTU-PCB) de se présenter à nouveau. Au-delà de son « habillage vert », Marina revendique toute la politique économique des gouvernements du PT et de Fernando Henrique Cardoso, en affirmant qu'elle voudrait « unir le PT et le PSDB » dans son gouvernement. Elle avance même des positions très réactionnaires, comme son rejet public au droit à l'avortement libre et gratuit.

Une réalité très différente

La réalité profonde que vivent les travailleurs et le peuple brésilien est toutefois très loin de l'optimisme que montrent la bourgeoisie et ses candidats. Contrairement aux profits records qu'ont obtenus les grandes banques et les entreprises pendant le gouvernement de Lula (ce que Lula lui-même continue à revendiquer publiquement), le Brésil est le pays avec la distribution de revenu la plus injuste au monde. Alors que les 10 % les plus riches de la population engrange 50 % du revenu du pays, les 50 % les plus pauvres reçoivent à peine 10 %.¹

Ce sont des chiffres qui, en fait, font état des millions de Brésiliens qui vivent dans la pauvreté des favelas, sans accès aux services publics élémentaires ; de la foule des paysans sans terre ; de cette grande multitude qui dépend de plans d'aide, comme le Panier Ménagement, pour ne pas mourir de faim.

Ce qui est aussi très loin de cet optimisme, c'est l'augmentation impressionnante de la dette publique. La dette extérieure accumule 282 milliards de dollars et la dette publique a été triplée depuis 2008, comme un mécanisme pour subventionner banques et entreprises pendant la crise, atteignant près de 1 000 milliards de dollars. Le déficit des comptes courants (les recettes fiscales moins les paiements) peut atteindre cette année 60 milliards. Autrement dit, une recrudescence de la crise économique internationale trouverait le Brésil dans des conditions beaucoup plus fragiles que dans la première phase de la crise.

Mais « on ne parle pas de cela » dans la campagne électorale des candidats de la bourgeoisie. Et on ne parle pas non plus de la soumission du pays et du gouvernement de Lula à l'impérialisme, ni du rôle que Lula et son gouvernement jouent en tant qu'agents de celui-ci de différentes façons, entre autres en apportant le principal contingent des troupes de l'ONU dans l'occupation d'Haïti, troupes dont le Brésil assume le commandement.

Diffuser le programme socialiste

Autrement dit, le Brésil est un pays très riche en ressources naturelles et en richesse produite par le travail, mais dont le peuple est condamné à rester pauvre et sans solution pour les nécessités les plus urgentes, suite au pillage de ces richesses par l'impérialisme et la bourgeoisie brésilienne.

Pour inverser cette situation et satisfaire ces besoins populaires, il est nécessaire de dépasser le capitalisme, c'est-à-dire, d'imposer un véritable gouvernement des travailleurs qui applique un programme qui change d'emblée la structure socio-économique du pays. Un programme qui inclut des mesures comme le non-paiement de la dette extérieure et intérieure, l'expropriation sans indemnité et l'étatisation des grandes entreprises et des banques nationales et internationales, une réforme agraire profonde avec expropriation des grands propriétaires et distribution de cette terre, la réduction de la journée de travail sans réduction de salaire, et un plan de travaux publics destiné à la satisfaction des nécessités populaires.

De cette manière, à travers un plan économique étatique centralisé, on pourra assurer une augmentation générale de salaires qui garantit un salaire minimal équivalent au

¹ "Desigualdade e Pobreza no Brasil" (L'inégalité et la pauvreté au Brésil), IPEA (Instituto de Pesquisa Econômica Aplicada - Institut de recherches économiques appliquées), sur la base de données et d'indices de la Banque Mondiale, de la Banque Interaméricaine de Développement, de l'IBGE (Institut brésilien de géographie et de statistique) et de l'ONU.

panier de base complet, un emploi pour tous, une multiplication par trois du budget de la santé et de l'éducation publiques, des logements dignes pour tous et de la terre pour tous les paysans.

Autrement dit, c'est la nécessité d'une révolution socialiste. Voilà la proposition et le programme que le PSTU défend et diffuse, malgré le boycott de la grande presse et de la télévision.

C'est le programme que le PSTU défend et diffuse, en particulier par le biais de son candidat à la présidence, José Maria d'Almeida (Zé Maria), par de nombreux meetings et activités, par plusieurs séminaires programmatiques, réalisés dans tout le pays, et avec une édition spéciale du journal *Opinião Socialista* consacré au programme socialiste pour le Brésil, qui est vendu aux portes des usines et entreprises.

Le PSTU a aussi une position internationaliste et anti-impérialiste dans sa campagne. Il arbore comme drapeau le retrait immédiat des troupes brésiliennes d'Haïti et leur remplacement par des médecins, techniciens et spécialistes qui aident réellement le peuple haïtien, touché durement par le séisme récent ; la rupture immédiate des relations diplomatiques et commerciales avec l'Etat génocidaire d'Israël et l'appui à la lutte du peuple palestinien pour récupérer son territoire.

Gagner la conscience des travailleurs

Le PSTU ne croit pas qu'une transformation socialiste puisse arriver à travers un processus électoral ou les institutions parlementaires bourgeoises. Elle pourra seulement avoir lieu suite à un profond processus d'organisation et de lutte des travailleurs et des masses et à travers la prise du pouvoir.

Toutefois, il est absolument indispensable qu'un parti révolutionnaire diffuse et défende le programme socialiste dans les processus électoraux pour en discuter avec des millions de travailleurs et ainsi disputer leur conscience à l'influence de la bourgeoisie. Voilà, précisément, un des points essentiels dans les critères que la IIIème Internationale avançait, Lénine étant encore vivant, pour l'intervention d'un parti révolutionnaire dans les processus électoraux bourgeois. Car chaque travailleur gagné à ce programme est un pas en avant dans une perspective de lutte plus stratégique.

Le PSOL abandonne la défense du socialisme

D'autre part, dans ces élections, la défense du programme socialiste est restée principalement entre les mains de Zé Maria et des autres candidats du PSTU. Le candidat de gauche qui reçoit davantage d'espace dans les moyens de communication et qui a pu participer au débat à la télévision, Plinio Arruda Sampaio, du PSOL, a explicitement abandonné ce programme. Dans une entrevue au quotidien *Folha de São Paulo* (01/08/2010), Plinio a dit : « *Je ne prétends pas implanter le socialisme au Brésil et ce n'est pas non plus la prétention de mon parti maintenant. Je vais faire une proposition dans le cadre du capitalisme. Les seules instances socialisées que nous allons avoir sont la santé et l'éducation.* ». Selon Plinio, c'est ce que commande « *le bon sens* ».

Autrement dit, c'est une nouvelle version des propositions déjà clairement discréditées de « réformer » ou d'« humaniser » le capitalisme, propositions qui ont échoué inexorablement face au refus du capitalisme impérialiste d'être réformé ou d'être humanisé. En même temps, les différences programmatiques profondes qui ont empêché de reconduire le front électoral de gauche de 2006, sont maintenant exprimées avec beaucoup plus de clarté.

Promouvoir les luttes et l'organisation des travailleurs

Avec la diffusion du programme socialiste dans la campagne électorale, le PSTU essaye de lier ce programme à la réalité quotidienne des travailleurs. D'une part, il essaye d'expliquer de manière simple comment ces mesures sont mises en rapport avec la solution à leurs nécessités plus concrètes comme les salaires, l'emploi, la santé, l'éducation ou le logement, qui pourront seulement être satisfaites de manière définitive si ces mesures sont appliquées.

D'autre part, il s'agit de soutenir et de promouvoir les luttes concrètes que les travailleurs et le peuple mènent comme, par exemple, la grève victorieuse pour une meilleure PLR (Participation dans les Profits et les Résultats) et pour des améliorations dans les conditions de travail, faite par les travailleurs de la CAF (Constructions et Auxiliaires de Chemins de fer) de la ville de Campinas, ou la campagne salariale conjointe réalisée, sur proposition du syndicat métallo de São José dos Campos, par les syndicats qui regroupent des travailleurs d'usines d'automobiles dans plusieurs régions du pays.

Dans ce cadre, il s'agit aussi de promouvoir l'organisation unitaire des travailleurs et des secteurs populaires pour combattre pour ces revendications, comme l'ont fait les militants du PSTU en promouvant la centrale fondée lors du congrès réalisé, en juin dernier, dans la ville de Santos, la CSP-Conlutas (Centrale Syndicale et Populaire).

Finalement, bien que non moins important, il s'agit de promouvoir et faire avancer l'organisation politique des travailleurs, spécialement dans les « bataillons lourds » des principales branches de la production. Par exemple, environ 200 pétroliers de Rio de Janeiro ont signé une déclaration d'appui à la candidature de Zé Maria, de même que 500 travailleurs de São José dos Campos, pour la plupart des métallos.

En définitive, dans ces élections, la bourgeoisie brésilienne a deux alternatives principales et plusieurs secondaires. Face à elles, il existe une seule alternative véritablement ouvrière, de lutte et socialiste : celle présentée par le PSTU et Zé Maria.

Zé Maria et Lula

Une même origine, deux trajectoires

Les antécédents de Lula et de Zé Maria ont une origine commune : les deux débutent comme travailleurs métallos dans la région de l'ABC (l'agglomération de São Paulo), dans la vague explosive de grèves ouvrières contre la dictature, à la fin des années 70. Dans certaines de ces grèves, ils ont même été emprisonnés ensemble. C'est dans ce cadre qu'ont été fondés la CUT et le PT.

Lula a utilisé ce prestige et ces organisations, d'abord pour freiner les luttes, et ensuite pour promouvoir son arrivée au pouvoir et au gouvernement pour la bourgeoisie.

Pour sa part, Zé Maria est demeuré fidèle à sa classe et à sa lutte. En 1992, il a été expulsé du PT parce qu'il s'opposait au virage de plus en plus à droite du parti et à la proposition de gouverner avec la bourgeoisie. En 1994, il a promu la fondation du PSTU. De la même manière, à partir de 2004, il a rompu avec la CUT, devenue une agence du gouvernement de Lula, et a promu la construction de Conlutas, en 2005, et la CSP-Conlutas, en juin dernier.

Zé Maria continue aussi à être fidèle à ses idées socialistes qu'il défend, comme seul candidat ouvrier dans ce processus électoral, avec la même passion qu'il y a plus de 30 ans.

Une fausse démocratie

La bourgeoisie présente les processus électoraux comme l'expression maximale de « sa » démocratie parce que les travailleurs et le peuple « y choisissent librement » leurs représentants et dirigeants.

C'est totalement faux. Les partis soutenus par la bourgeoisie disposent de ressources qualitativement supérieures pour développer leurs campagnes, par rapport à ceux des partis ouvriers et/ou de gauche, en premier lieu par les grands apports financiers qu'ils reçoivent, directement ou indirectement, des entreprises et des patrons.

Le PSTU rejette décidément tout apport financier de la bourgeoisie, parce que ceci représente, dans les faits, un compromis ou une dette qui, tôt ou tard, sera perçu politiquement. Ne dit-on pas au Brésil : « Qui paye l'orchestre, choisit la musique. » ? Au contraire, le PSTU finance sa campagne avec les apports qu'il reçoit des travailleurs, et de ses membres et sympathisants. C'est cela la garantie de son indépendance politique face aux patrons et à leurs gouvernements, et c'est cela le principal. Mais, en même temps, c'est une limitation pour ses possibilités de développer une grande campagne dans les médias.

C'est d'ailleurs quelque chose qui est accentué par la législation, qui discrimine les temps gratuits obligatoires accordés à la télévision, selon le nombre de députés que chaque parti ou coalition possède. Cela signifie que, pour chaque présentation (3 fois par semaine), le PSTU reçoit moins d'une minute tandis que le PT ou le PSDB disposent respectivement d'environ 10 min et 8 min. Les partis minoritaires sont donc complètement discriminés, contrairement à ce qui se passe dans des pays comme la France ou le Portugal, où les temps sont répartis de façon égalitaire entre les candidatures enregistrées.

Cette même législation détermine que, dans les débats télévisés entre candidats à la présidence ou à des postes de gouverneur, les chaînes de télévision doivent inviter obligatoirement, seulement ceux des partis qui ont une représentation parlementaire. Ils pourraient inviter volontairement d'autres candidats mais ils ne le font pas. Le fait est que les chaînes de télévision ont intérêt à inviter seulement les options qu'ils considèrent « raisonnables ». C'est le cas pour le débat de *Red Bandeirantes* et c'est ce qui est prévu pour ceux de *Record* et de *Globo*. De cette manière, plusieurs partis de gauche, comme le PSTU, le PCB ou le PCO, sont clairement discriminés, ne pouvant pas participer à ces débats.

C'est pourquoi le PSTU, contrairement au PSOL - qui, par le biais de Plinio, a revendiqué, comme invité, le caractère démocratique du débat de *Red Bandeirantes* - dénonce son caractère discriminatoire et exige la participation de tous les candidats.